

Les subsides

prononcer sur la séparation du Québec, et les Québécois ont effectivement dit non.

Par conséquent, je ne vois pas de relation de cause à effet, étant donné que l'appui au premier ministre n'a cessé d'augmenter au Québec depuis 1968.

[Traduction]

M. Nickerson: Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de Shefford (M. Lapierre) pour son intervention des plus intéressantes. Je voudrais lui poser une question. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui lorsqu'il prétend que le taux de chômage chez les jeunes n'est élevé que depuis tout récemment. Selon moi, la situation a grandement empiré depuis un an environ, mais le problème remonte à plusieurs années, à la fin des années 70.

Pour remédier à la situation, le gouvernement a décidé à l'époque de lancer de prétendus programmes de création d'emplois qui ne riment à rien. On n'a pas réussi à atténuer le problème; bien au contraire, il s'est aggravé, pour en arriver finalement à ce dont nous sommes témoins depuis un an. Là encore, le gouvernement s'est contenté de lancer d'autres pseudo-programmes de création d'emplois. Cette solution ne semble pas donner de résultats.

Le parti ministériel a-t-il songé à abandonner ces programmes factices de création d'emplois qui coûtent cher au contribuable? Nous nous sommes engagés, à mon avis, dans une voie sans issue. A-t-on songé à une solution à long terme au problème structurel que semble constituer le chômage chez les jeunes Canadiens?

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, je suis très heureux de l'intervention du député de Western Arctic (M. Nickerson) parce qu'à la fin de mes remarques je souhaitais l'établissement d'un comité parlementaire spécial qui se pencherait justement sur les problèmes de la jeunesse et qui pourrait en même temps réviser la pléiade de programmes qui existent. Je pense qu'en tout, 82 programmes affectent directement ou indirectement les jeunes au Canada et je pense que cela serait très sain pour nous tous de nous asseoir et de réviser cela, d'évaluer les programmes et de voir s'ils ont effectivement leur raison d'être dans la société aujourd'hui. Et, bien sûr, la pléiade de programmes n'a pas résolu le problème, et c'est pour cela que je serais fort intéressé d'avoir la collaboration de l'honorable député et celle du gouvernement, parce que comme vous tous je suis un des députés qui s'intéresse aux problèmes, mais il faudrait absolument regarder l'ensemble de la question de la jeunesse au Canada, les perspectives d'avenir. Je sais que l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration dans le cadre de son mandat examine cette question-là, mais je pense que cela serait le rôle de presque tous les parlementaires d'avoir cette responsabilité sociale de la jeunesse et j'espère qu'on pourra avoir de la collaboration bien sûr, même si on a 52 nouveaux programmes, cela ne réglera peut-être pas le problème de fond, mais à ce niveau-là je pense que la collaboration de l'honorable député de Western Arctic nous est acquise, et j'espère que d'autres députés exigeront le même genre de comité pour que le problème de la jeunesse attire notre attention et nous oblige à y réfléchir d'une manière globale en réexaminant toutes les affectations de fonds qui sont peut-être faites dans le cadre de certains programmes qui ont...

• (1250)

[Traduction]

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Monsieur le Président, en cette journée d'opposition consacrée au Nouveau parti démocratique, je me joins à mes collègues néo-démocrates pour condamner le gouvernement au nom des jeunes Canadiens. Vous remarquerez que le NPD condamne uniquement, dans sa motion, les conséquences tragiques de la politique monétariste adoptée par le gouvernement libéral. Je n'ai pas l'intention, monsieur le Président, d'en rester là. Je tiens à condamner également la politique économique, sociale et fiscale du gouvernement.

Je reconnais aussi que le gouvernement a saboté la gestion du pays. Voyons les faits. Nous sommes, au Canada, peu nombreux et nous possédons d'énormes ressources sur lesquelles, par la grâce de Dieu, nous exerçons un contrôle. Il convient alors de voir la façon dont le gouvernement a bâclé la gestion du pays au cours des 15 dernières années. Il n'a pas adopté de politiques donnant à notre petite population du travail et des carrières valorisantes.

A l'instar du NPD, je crois que le gouvernement n'a pas accompli convenablement son devoir. Il a perdu tout contact avec la réalité et en particulier avec la conjoncture économique au Canada. Il a tellement concentré ses efforts sur les conflits internes, que ce soit avec le gouvernement du Québec, celui de l'Alberta ou à l'intérieur des classes sociales, et sur la centralisation des pouvoirs qu'il en a oublié le rôle principal de la Chambre, qui consiste à s'occuper des affaires internationales. Si les conservateurs et les néo-démocrates ne soulevaient pas cette question lors des journées d'opposition, on n'en entendrait jamais parler. Pourtant, la Constitution prévoit que nous avons pour principale responsabilité de nous occuper des affaires internationales, du commerce international et de la défense. Nous n'abordons cependant jamais ces sujets.

Si nous nous concentrons sur le rôle du Canada dans le monde, cette petite population de 24 millions d'habitants travaillerait d'arrache-pied. Les gens du monde entier ont sans aucun doute besoin de nos ressources. Nous devons leur faire profiter de la stabilité politique, du développement économique et de la maturité générale qui sont les nôtres depuis de très nombreuses générations. Le Canada devrait exporter des capitaux dans le reste du monde. Peut-on imaginer, monsieur le Président, combien de capitaux 24 millions de Japonais réussiraient à tirer de nos ressources? Combien de capitaux en tireraient 24 millions d'Allemands? Le Canada serait une source de capitaux pour le monde entier. Au lieu de cela, que faisons-nous? Nous sommes à genoux devant l'Allemagne, le Japon et les États-Unis, nous les supplions de nous prêter leur argent. En empruntant cet argent, nous faisons concurrence au Tiers monde, ce qui fait monter les taux d'intérêt. Nous faisons inutilement obstacle au développement du Tiers monde. C'est la même chose dans le cas de l'énergie. Nous faisons concurrence aux pays du Tiers monde pour l'achat d'énergie. Le Canada devrait plutôt être une source d'énergie.

Notre premier ministre (M. Trudeau) reçoit beaucoup de louanges dans certains milieux journalistiques pour sa bonne réputation internationale. Je puis vous dire, monsieur le Président, que les gens que j'ai rencontrés à l'étranger ne croient pas que notre premier ministre fasse du très bon travail, et ils ne croient pas non plus que le Canada occupe la place qui lui